

Questions orales

Madame le Président, je signale par ailleurs que les membres de ce caucus s'efforcent depuis plusieurs mois de mettre au point des projets favorisant l'embauche des jeunes; ils les ont présentés aux différents ministres qui les étudieront dans le cadre d'un train de mesures de création d'emplois, en prévision du nouveau budget. Les membres de ce caucus et les membres du gouvernement ont essayé de voir quel genre d'autres initiatives nous pouvons prendre; nous espérons bien être en mesure d'en parler quand le ministre des Finances présentera son budget.

LA DÉCLARATION DU MINISTRE CONCERNANT LES
PERSPECTIVES D'EMPLOI POUR LES JEUNES

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, cette initiative et ce système ne semblent rien donner, a en juger d'après les propos du ministre. Il a en effet conseillé vendredi dernier à un groupe d'étudiants de l'université du Manitoba «de s'attendre à passer un été sans emploi, car il y a un certain décalage entre la reprise économique et l'amélioration du marché de l'emploi.» Le ministre chargé de la création d'emplois a fait cette déclaration révoltante dans sa propre ville, à Winnipeg, en présence des étudiants de l'université du Manitoba. C'est une façon ignoble de se défilier. Comment le ministre peut-il concilier cette déclaration avec ce qu'il dit maintenant à la Chambre?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je crois qu'une des responsabilités d'un ministre consiste à parler aux Canadiens, notamment aux jeunes, aux habitants de toutes les régions, de façon réaliste, sans essayer de les bernier en exagérant, en utilisant des hyperboles et en faisant de l'éloquence, ce que ne cesse de faire ce député. Il faut leur parler d'une façon simple et sensée et chercher une solution avec eux. Madame le Président, si le député et ses collègues cherchent des solutions, je leur signale que la déclaration que nous avons faite hier pourrait être la source d'environ 350,000 emplois. Si eux et les députés néo-démocrates tiennent vraiment à ce que l'on crée des emplois, ils devraient donner leur appui à ce projet car c'est l'effort le plus important qui ait jamais été fait dans le pays en matière de création d'emplois.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NIGERIA—L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

M. Walter McLean (Waterloo): Madame le Président, je voudrais poser une question au premier ministre au sujet de la situation tragique qui existe en Afrique de l'Ouest. Le premier ministre n'ignore pas la cruauté et la rapidité avec laquelle le gouvernement du Nigeria est intervenu pour expulser quelque

deux millions de travailleurs étrangers. Peut-il dire à la Chambre quelles démarches son gouvernement a entreprises auprès des autorités nigérianes?

M. Trudeau: Connaissez-vous la réponse? Moi, non.

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je tiens à faire savoir au député que le gouvernement du Canada s'intéresse de près à la situation au Nigeria. Nous avons reçu à cet égard du Togo et de la Croix-Rouge internationale des demandes d'aide auxquelles nous nous efforçons de donner suite. Nos représentants ont pris contact avec les responsables de ce pays et des groupes intéressés. Nous prenons toutes les mesures possibles pour nous rendre utiles dans cette situation tragique.

L'AIDE DU CANADA

M. Walter McLean (Waterloo): Madame le Président, je n'ai pas demandé si le gouvernement était venu en aide à ces réfugiés mais s'il avait présenté des instances au gouvernement du Nigeria à la suite de l'expulsion de travailleurs étrangers qui est la deuxième en importance à avoir eu lieu ces dernières années?

● (1450)

Comme le ministre a affirmé que le gouvernement canadien veut bien prêter son aide, pourrait-il nous dire s'il a fait des offres, tout particulièrement au gouvernement du Ghana que regagnent actuellement 1 million et demi de réfugiés? Par exemple, le gouvernement canadien est-il prêt à collaborer avec la Croix-Rouge et les organisations confessionnelles et à envoyer des avions Hercules pour participer à l'évacuation des réfugiés?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, nous avons reçu diverses demandes de secours humanitaire, mais seules deux de ces demandes, dont j'ai d'ailleurs parlé, précisaient le type d'aide nécessaire. Nous agissons dès que les besoins auront été précisés. En ce qui concerne l'envoi d'avions, nous pouvons en parler dans le cadre de nos entretiens, pour savoir exactement combien l'on escomptait que le Canada en envoie.

Toutefois, nous devons admettre, de concert avec les États voisins, que le gouvernement du Nigeria a malheureusement agi dans le cadre de ses prérogatives. Des mesures semblables ont déjà été prises par d'autres gouvernements. Nous déplorons cependant que les gens en cause aient dû quitter si rapidement le pays. Ces expulsions ont mis les réfugiés de même que les pays voisins dans une situation très difficile.

Je répète au député que nos hauts fonctionnaires suivent attentivement l'évolution de la situation. Nous avons fait part de notre volonté de collaborer et attendons actuellement de connaître quelles mesures prendre.